

EXPLICATION DU MODÈLE DÉGRESSIF

Dossier auprès de l'Office des étrangers

1. Dublin Hit

- L'Office des étrangers mène une enquête Dublin (0 €)
 - Le migrant n'est pas éligible au modèle dégressif pendant l'enquête Dublin
- L'Office des étrangers fournit l'annexe 26quater (0 €) Un autre État membre est responsable du VIB.
 - Le migrant n'est pas éligible au modèle dégressif

2. Recours contre l'annexe 26quater (0 €)

- Le migrant fait appel de la décision (annexe 26quater).
- Le migrant n'est pas éligible au modèle dégressif.

3. La Belgique est tout de même responsable du traitement de la demande de protection internationale

- Le migrant est éligible au modèle dégressif (2 000 €).

4. Dossier au niveau de l'OE

- L'OE n'effectue pas d'enquête Dublin
 - Le migrant est éligible au modèle dégressif (2 000 €).

Dossier auprès du CGRA

1. Pendant l'enquête en cours auprès du CGRA (2 000 €).

Un migrant est toujours éligible au modèle dégressif lorsque son dossier est auprès du CGRA, même s'il a reçu une annexe 26quater dans le passé.

- Veuillez noter que cela ne s'applique qu'aux premières demandes. Les demandes suivantes recevables, les demandes au nom de mineurs accompagnés ne sont pas éligibles.

Le CGRA refuse le statut de réfugié et le statut de protection subsidiaire.

- Le migrant ne fait pas appel ET Le migrant s'engage à retourner volontairement dans les 60 jours suivant la notification de la décision.
- Le migrant est éligible au modèle dégressif (2 000 €).

3. Si le délai de 60 jours après notification est dépassé

- Le migrant n'est plus éligible au modèle dégressif.

Dossier auprès du CCE

Uniquement dans le cas d'une procédure d'appel introduite contre la décision de refus du CGRA dans le cadre de la première demande de protection internationale.

1. Procédure en cours devant le CCE (500 €)

- Le demandeur renonce à la procédure d'appel.
- Le migrant est éligible au modèle dégressif.

2. Le CCE confirme la décision du CGRA (500 €)

- Le CCE refuse le statut de réfugié et la protection subsidiaire.
- Le migrant s'engage à retourner volontairement dans les 60 jours suivant la notification de la décision du CCE.

3. Si le délai de 60 jours après notification est dépassé

- Le migrant n'est plus éligible au modèle dégressif.